



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 19 juin 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Indice des prix à la consommation, mai 2007

3

En moyenne, les prix à la consommation ont augmenté de 2,2 % en mai 2007 par rapport à mai 2006, soit une variation sur 12 mois identique à celle observée en avril. L'indice de référence de la Banque du Canada s'est aussi accru de 2,2 % durant la même période, ce qui constitue un net ralentissement comparativement à la hausse de 2,5 % affichée le mois précédent.

Étude : Les Canadiens et leurs activités politiques autres que le vote, 2003

7

Un Canadien sur trois âgé de 19 à 64 ans a participé à des activités politiques autres que le vote en 2003, selon une nouvelle étude publiée aujourd'hui dans *Tendances sociales canadiennes*.

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective (édition imprimée)

Été 2007

L'édition imprimée de l'été 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective* comporte cinq articles qui ont tous déjà paru dans la version en ligne.

L'article «La vie bien chargée des adolescents» examine les tendances du nombre d'heures que les adolescents consacrent quotidiennement aux études, au travail rémunéré et aux travaux ménagers.

L'article «Les prêts sur salaire» étudie le cas des personnes qui recourent à ce genre de crédit et leurs raisons pour le faire.

L'article «Les carburants de l'économie» examine en détail l'activité économique et l'emploi dans l'industrie pétrolière et gazière, de l'exploration jusqu'à la vente au détail.

L'article «La croissance de l'emploi et du PIB» se penche sur la multitude de facteurs qui ont donné lieu au ralentissement de la croissance de la production par rapport à celle de l'emploi en 2006.

L'article «Littératie et employabilité» examine les effets des aptitudes en littératie et en numératie sur l'employabilité et les revenus des décrocheurs scolaires comparativement à ceux des diplômés.

Cette édition fait aussi le point sur les taux d'absentéisme au travail et sur les jeux de hasard. La section «Quoi de neuf?» présente un sommaire des études publiées récemment par Statistique Canada et d'autres organisations, et la page intitulée «À venir» présente quelques articles à venir.

Le numéro de l'été 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 19, n° 2 (75-001-XPF, 20 \$ / 63 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au 613-951-4608 (henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.



Le Quotidien, le 19 juin 2007

Étude : Les filières d'orientation des élèves de 10 ^e année dans quatre provinces, 2000	8
Étude : Emploi maternel, allaitement et santé, 1998 à 2003	8
Stocks de viande de volaille congelée, 1er juin 2007	9
Production de pétrole brut et de gaz naturel, avril 2007	10
Nouveaux produits	11

Communiqués

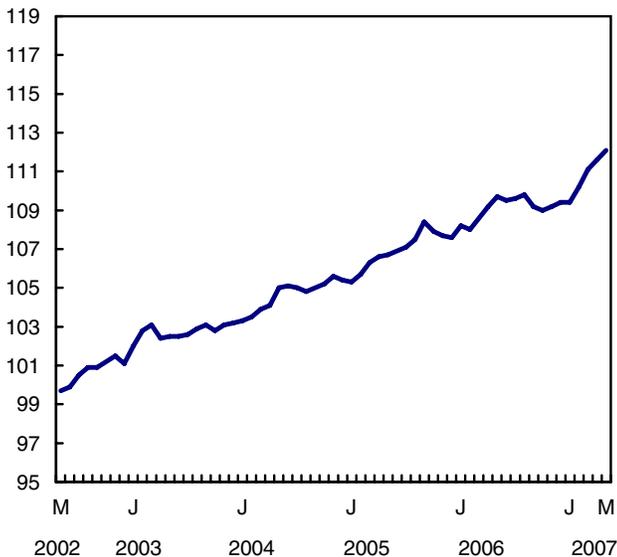
Indice des prix à la consommation

Mai 2007

En moyenne, les prix à la consommation ont augmenté de 2,2 % en mai 2007 par rapport à mai 2006, soit une variation sur 12 mois identique à celle observée en avril.

Indice des prix à la consommation

Indice (non désaisonnalisé) (2002=100)



Les pressions à la hausse provenaient en grande partie des augmentations de coûts associés au logement en propriété, de même que des prix de l'essence plus élevés. Elles ont toutefois été partiellement atténuées par le fléchissement du prix du gaz naturel.

La variation sur 12 mois de l'Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble sans les composantes énergétiques a été de 2,1 % en mai, comparativement à la hausse de 2,3 % affichée en avril. La croissance de cet indice est restée supérieure à 2,0 % depuis les quatre derniers mois.

L'indice de référence de la Banque du Canada a suivi la même tendance que celle de l'indice d'ensemble excluant l'énergie. Il a augmenté de 2,2 % en mai 2007 comparativement à mai 2006, en net repli par rapport à la hausse de 2,5 % affichée en avril. Cet indice est utilisé par la Banque du Canada pour

Note aux lecteurs

À partir d'aujourd'hui, Statistique Canada a mis à jour l'Indice des prix à la consommation (IPC) afin qu'il reflète les changements dans les habitudes de dépenses des ménages canadiens.

Cette mise à jour, qui est périodique, a pour objet d'assurer la fiabilité de l'IPC à trois fins essentielles, soit une mesure de l'inflation, un déflateur des séries statistiques et un outil pour indexer certains paiements et transferts.

À la suite de cette mise à jour du panier, la variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble a été de 0,1 point de pourcentage supérieure au mouvement que cet indice aurait affiché avec le panier de 2001. Cette hausse reflète la mise à jour des pondérations et l'introduction de nouveaux biens et services dans l'IPC.

Les pondérations des divers articles du panier des biens et des services qui entrent dans le calcul de l'indice seront actualisées de 2001 à 2005. De plus, l'année de base de l'IPC (la période pour laquelle la valeur 100 est attribuée à l'indice) a changé pour passer de 1992 à 2002.

La période de base 1992=100 continuera d'être offerte au niveau de l'indice d'ensemble. L'IPC construit sur la base 1986=100 ne sera plus disponible.

Les usagers doivent noter que le changement d'année de base 2002=100 ne modifiera aucunement, sauf à un arrondissement près, les taux de variation mesurés pour les périodes antérieures.

Les pondérations des diverses composantes du panier des biens et des services sont actualisées en fonction de la plus récente Enquête sur les dépenses des ménages (EDM). Cette mise à jour permet à l'IPC de bien tenir compte des changements des habitudes de consommation des Canadiens.

De janvier 2003 au milieu de 2007, ces pondérations sont établies à partir de la structure de consommation de 2001. Le nouveau panier sera quant à lui construit à partir de la structure reflétée par l'EDM de 2005.

surveiller la cible de maîtrise de l'inflation. Depuis juillet 2006, la variation sur 12 mois de cet indice s'est maintenue au-dessus de 2,0 %.

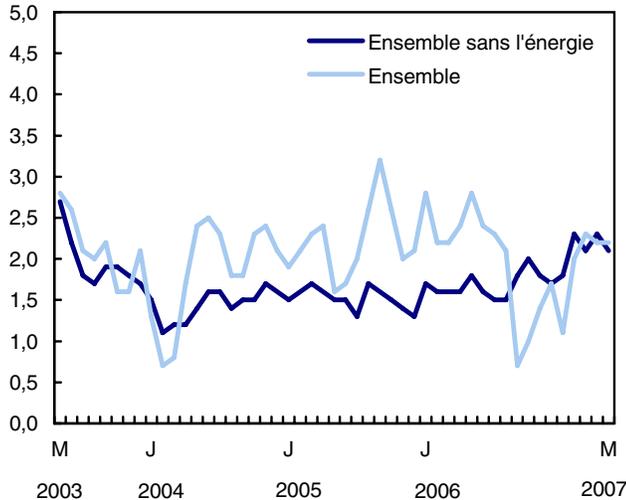
Sur une base mensuelle, l'indice d'ensemble a progressé de 0,4 % entre avril et mai 2007, soit une hausse inférieure à celle de 0,5 % constatée entre mars et avril. La montée du prix de l'essence a principalement contribué à sa poussée.

L'indice d'ensemble sans les composantes énergétiques a augmenté de 0,3 % en mai après avoir affiché une hausse de 0,2 % en avril.

Sur une base mensuelle, l'indice de référence de la Banque du Canada a crû de 0,3 % entre avril et mai 2007, soit une croissance plus rapide que celle de 0,1 % constatée entre mars et avril.

Taux de variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente

Taux de variation en %



Variation sur 12 mois : Le prix de l'essence et les coûts associés au logement en propriété alimentent la croissance

La poussée soutenue des coûts associés au logement en propriété, conjuguée à la montée des prix de l'essence, a contribué en grande partie à la progression de 2,2 % de l'indice d'ensemble national en mai. Les hausses des primes d'assurance automobile et des prix des repas consommés dans les restaurants ont également exercé, dans une moindre mesure, des pressions à la hausse.

Le coût d'intérêt hypothécaire a crû de 5,7 % en mai comparativement au même mois de 2006. Le coût d'intérêt hypothécaire, qui mesure les variations engendrées par les prix dans le montant dû par les propriétaires, a affiché une variation sur 12 mois supérieure à 5,0 % depuis le début de 2007.

Le coût de remplacement par le propriétaire, qui représente la portion usée de la structure des logements et qui est estimé à partir du prix des maisons neuves (excluant le terrain), a augmenté de 6,0 %. La contribution du coût de remplacement à la poussée de l'indice d'ensemble est demeurée importante en mai, malgré les signes de léger relâchement affichés par cet indice depuis novembre 2006.

Les consommateurs ont déboursé en moyenne 3,5 % de plus pour se nourrir en mai par rapport à mai 2006. Ils ont notamment payé 2,3 % de plus pour les

repas aux restaurants et 4,0 % de plus à l'épicerie pour les aliments.

Les automobilistes ont payé 5,8 % de plus pour faire le plein de leur véhicule, alors que leurs primes d'assurance automobile ont augmenté de 3,7 %.

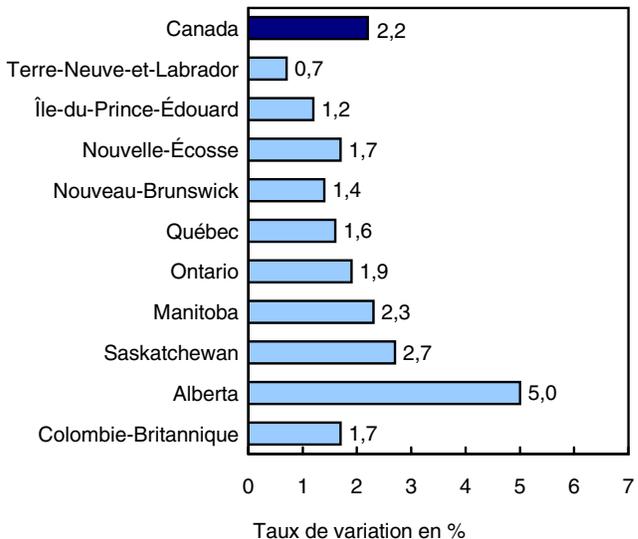
Par contre, la diminution du prix de l'équipement informatique et de l'équipement vidéo, du prix du gaz naturel et du prix d'achat et de location à bail des véhicules automobiles a atténué la progression de l'IPC d'ensemble.

Les prix du matériel et des fournitures informatiques (-20,0 %) ainsi que du matériel vidéo (-8,5 %) ont poursuivi leurs mouvements à la baisse observés depuis quelques mois.

Les propriétaires ont pu bénéficier du recul de 8,8 % du prix du gaz naturel.

De plus, les consommateurs ont payé 0,3 % de moins sur le prix de l'achat ou de la location à bail d'automobiles. Ils ont pu se procurer des véhicules souvent mieux équipés à des prix inférieurs à ceux de 2006.

Taux de variation de l'indice d'ensemble par rapport au mois correspondant de l'année précédente, Canada et provinces



Les Albertains connaissent des augmentations de prix plus fortes que les résidents des autres provinces

Les prix payés par les consommateurs ont progressé dans toutes les provinces. Cependant,

seulement trois provinces ont enregistré des augmentations supérieures à la moyenne nationale, soit l'Alberta (+5,0 %), la Saskatchewan (+2,7 %) et le Manitoba (+2,3 %).

Dans ces trois provinces, la forte poussée d'une année à l'autre du coût de remplacement par le propriétaire a principalement alimenté les pressions à la hausse sur les prix à la consommation.

En mai, le coût de remplacement par le propriétaire a grimpé de 26,3 % en Alberta par rapport à mai 2006. La croissance a été de 20,9 % pour les résidents de la Saskatchewan et de 7,2 % pour ceux du Manitoba.

Toutes les autres provinces ont affiché des progressions inférieures à 2,0 % entre mai 2006 et mai 2007, reflétant une croissance relativement plus faible des coûts associés au logement en propriété. Les consommateurs des provinces de Terre-Neuve-et-Labrador (+0,7 %) et de l'Île-du-Prince-Édouard (+1,2 %) ont connu les augmentations les plus modestes. Les résidents de l'Ontario (+1,9 %), du Québec (+1,6 %) et de la Colombie-Britannique (+1,7 %) ont connu des augmentations de prix inférieures à la moyenne nationale.

D'un mois à l'autre : Les prix à la pompe augmentent pour un quatrième mois consécutif

Les prix de l'essence ont principalement alimenté la croissance de 0,4 % de l'indice d'ensemble entre avril et mai 2007.

En moyenne, les prix de l'essence se sont accrus de 5,5 % en mai, ce qui représente une quatrième hausse mensuelle consécutive. Les prix payés à la pompe ont augmenté dans toutes les provinces, les hausses variant entre 2,0 % à l'Île-du-Prince-Édouard et 10,0 % en Saskatchewan.

Entre janvier et mai 2007, les prix moyens de l'essence ont augmenté de 26,3 % dans l'ensemble du pays. L'Alberta (+30,9 %) et l'Ontario (+28,7 %) sont les provinces dans lesquelles les hausses ont été les plus marquées.

La hausse de 9,1 % du prix de l'hébergement pour voyageurs entre avril et mai 2007 a aussi alimenté la poussée de l'IPC d'ensemble mensuel. Cette hausse s'inscrit dans les moyennes historiques affichées habituellement au mois de mai.

Les prix des séjours avec nuitées ont augmenté dans l'ensemble du pays, de nombreux exploitants hôteliers ayant commencé à appliquer leurs tarifs d'été. Cette tendance saisonnière est habituelle puisque chaque année ce secteur de l'IPC affiche des hausses en mai.

À l'opposé, les prix moyens du gaz naturel ont reculé de 5,2 % entre avril et mai 2007, ralentissant ainsi la progression d'un mois à l'autre de l'IPC d'ensemble national. L'essentiel du recul global des prix du gaz naturel provenait de rabais accordés aux résidents albertains.

Le déclin des prix des vêtements a aussi atténué la progression de l'indice d'ensemble mensuel. Les prix des vêtements pour femmes a baissé de 3,5 % entre avril et mai 2007, alors que ceux des vêtements pour hommes ont diminué de 1,4 %.

Les nouvelles collections offertes dans les boutiques et les magasins à rayon au cours des mois précédents sont maintenant en vente à des prix inférieurs pour les consommateurs. Cette situation est typique à cette période de l'année pendant laquelle les magasins procèdent généralement à des ventes promotionnelles du printemps pour stimuler les ventes et réduire leurs stocks afin de faire place aux collections de la prochaine saison.

Le déclin de 3,5 % des prix des légumes frais a aussi freiné la poussée de l'IPC entre avril et mai.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 326-0009, 326-0012, 326-0015 et 326-0020 à 326-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2301.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'IPC en consultant *Votre guide d'utilisation de l'indice des prix à la consommation* (62-557-XIB, gratuit), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Paraît à 7 h en ligne à partir du module *Le Quotidien* de notre site Web.

Le numéro de mai 2007 de *L'Indice des prix à la consommation*, vol. 86, n° 5 (62-001-XWF, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Une version imprimée (62-001-XP, 12 \$ / 111 \$) est également en vente. Voir *Pour commander les produits*. Une analyse plus détaillée de l'IPC est offerte dans cette publication.

L'Indice des prix à la consommation de juin sera diffusé le 18 juillet.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (*prices-prix@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur : 613-951-1539.

□

**Indice des prix à la consommation et composantes principales
(2002=100)**

	Importance ¹ relative	Mai 2007	Avril 2007	Mai 2006	Avril à mai 2007	Mai 2006 à mai 2007
Données non désaisonnalisées						
					variation en %	
Ensemble	100,00²	112,1	111,6	109,7	0,4	2,2
Aliments	17,04	112,5	112,2	108,7	0,3	3,5
Logement	26,62	116,0	116,2	113,0	-0,2	2,7
Dépenses et équipement du ménage	11,10	103,0	103,3	102,4	-0,3	0,6
Habillement et chaussures	5,36	96,0	97,7	96,1	-1,7	-0,1
Transports	19,88	120,7	118,6	117,8	1,8	2,5
Santé et soins personnels	4,73	107,4	106,8	106,1	0,6	1,2
Loisirs, formation et lecture	12,19	102,2	100,9	101,5	1,3	0,7
Boissons alcoolisées et produits du tabac	3,07	125,2	124,5	121,8	0,6	2,8
Agrégats spéciaux						
Biens	48,78	109,6	109,2	108,4	0,4	1,1
Services	51,22	114,5	113,9	111,0	0,5	3,2
Ensemble sans les aliments et l'énergie	73,57	109,0	108,7	107,0	0,3	1,9
Énergie	9,39	142,0	139,1	139,8	2,1	1,6
Indice de référence ³	82,71	109,9	109,6	107,5	0,3	2,2

1. Pondérations de l'IPC, panier de 2005, selon les prix d'avril 2007, Canada, en vigueur à partir de mai 2007. Les pondérations détaillées sont offertes sous la section Documentation de l'enquête 2301 à l'adresse : (www.statcan.ca/francais/sdds/index_f.htm).
2. Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.
3. La mesure de l'indice de référence exclut de l'Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble l'effet des modifications des impôts indirects et huit des composantes les plus volatiles identifiées par la Banque du Canada, soit les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de l'inflation mesurée par l'indice de référence, prière de consulter le site de la Banque du Canada à l'adresse suivante : (www.banqueducanada.ca/fr/inflation/index.htm).

**Indice des prix à la consommation par province, et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit¹
(2002=100)**

	Mai 2007	Avril 2007	Mai 2006	Avril à mai 2007	Mai 2006 à mai 2007
Données non désaisonnalisées					
				variation en %	
Terre-Neuve-et-Labrador	111,4	111,1	110,6	0,3	0,7
Île-du-Prince-Édouard	114,2	113,7	112,8	0,4	1,2
Nouvelle-Écosse	113,1	112,5	111,2	0,5	1,7
Nouveau-Brunswick	111,6	111,2	110,1	0,4	1,4
Québec	111,1	110,6	109,3	0,5	1,6
Ontario	111,6	111,1	109,5	0,5	1,9
Manitoba	111,7	110,9	109,2	0,7	2,3
Saskatchewan	112,6	111,8	109,6	0,7	2,7
Alberta	117,8	117,5	112,2	0,3	5,0
Colombie-Britannique	110,5	109,9	108,7	0,5	1,7
Whitehorse	109,5	108,7	107,5	0,7	1,9
Yellowknife ²	111,3	110,4	108,0	0,8	3,1
Iqaluit (déc. 2002=100)	108,0	107,7	104,8	0,3	3,1

1. Voir les renseignements géographiques pour les villes de Whitehorse, de Yellowknife et d'Iqaluit.
2. Une partie de l'augmentation de l'indice du logement de Yellowknife qui a été montrée en décembre 2004 reflétait par inadvertance des augmentations de loyer qui s'étaient produites plus tôt. Donc, la variation de l'indice du logement a été surévaluée en décembre 2004 et sous-évaluée les deux années précédentes. La série de l'indice du logement pour Yellowknife a été rectifiée à partir de décembre 2002. De plus, la série de l'IPC d'ensemble pour Yellowknife et les indices de certains agrégats spéciaux pour Yellowknife ont également changé. Les données pour le Canada, les provinces et les autres territoires n'ont pas été touchées.

Étude : Les Canadiens et leurs activités politiques autres que le vote

2003

Un Canadien sur trois âgé de 19 à 64 ans a participé à des activités politiques autres que le vote en 2003, selon une nouvelle étude publiée aujourd'hui.

L'étude, publiée aujourd'hui dans l'édition en ligne de juin 2007 de *Tendances sociales canadiennes*, s'appuie sur les données de l'Enquête sociale générale sur l'engagement social de 2003 pour examiner les caractéristiques des Canadiens non retraités âgés de 19 à 64 ans qui prennent part à certains types d'activités politiques. Les aînés et les personnes retraitées ont été exclus de l'étude, étant donné qu'ils sont soumis à des contraintes de temps moins grandes que les personnes qui occupent un emploi, qui fréquentent une école, qui font des travaux ménagers ou qui s'occupent des membres de leur famille. Pour cette raison, ils ont des modes de participation très différents des personnes qui ne sont pas retirées de la population active.

Le type d'activité le plus répandu était la recherche d'information politique, pratiquée par 27 % des adultes canadiens non retraités. De plus, 13 % ont écrit à un journal ou à un politicien pour exprimer leur point de vue, et au moins 1 adulte sur 20 a fait du bénévolat pour un parti ou y a adhéré.

Les diplômés universitaires étaient plus de trois fois plus susceptibles de participer à l'une de ces activités que les personnes possédant un diplôme d'études secondaires ou moins. Un peu plus de la moitié des personnes ayant fait des études universitaires avaient pris part à au moins une de ces activités en 2003, comparativement à seulement 18 % de celles possédant tout au plus un diplôme d'études secondaires.

Les hommes adultes ont tendance à être un peu plus actifs que les femmes

Les hommes adultes avaient tendance à être quelque peu plus actifs que les femmes. L'âge était aussi un facteur, les personnes âgées de 19 à 25 ans étant les plus sujettes à participer à des activités politiques autres que le vote, suivies de celles âgées de 45 à 64 ans.

Les personnes qui suivent régulièrement les nouvelles étaient presque deux fois plus susceptibles de participer à des activités politiques autres que le

vote que celles qui suivent les nouvelles moins souvent. Toutefois, la façon dont les Canadiens s'informent est importante. Ceux qui comptent uniquement sur la télévision pour suivre l'actualité sont de moitié moins enclins à participer à la politique que ceux dont les sources d'information comprennent les journaux ou Internet.

Les parents jouent un rôle dans le développement de la conscience politique d'une personne. Les Canadiens dont l'un des parents possède un diplôme universitaire étaient plus susceptibles de participer à la politique que ceux dont les parents étaient moins instruits. Cette probabilité augmentait si les deux parents avaient un diplôme universitaire. De même, les Canadiens dont les parents avaient l'habitude de faire du bénévolat étaient plus susceptibles de prendre part à des activités politiques autres que le vote.

D'autres aspects de la jeunesse d'une personne peuvent être importants. Près de la moitié des Canadiens qui avaient fait partie d'un organisme de gestion étudiante ou d'un groupe de jeunes (tel que les Scouts ou les clubs 4-H) participaient également à des activités politiques à l'âge adulte.

En outre, les personnes qui ont l'impression d'exercer un contrôle sur leurs possibilités d'épanouissement sont plus susceptibles d'être actives que celles qui jugent avoir un contrôle moindre sur leur avenir.

L'étude a révélé que l'état matrimonial, le revenu, le lieu de naissance, la région de résidence et le fait de vivre en région rurale ou urbaine n'étaient pas des facteurs significatifs qui influençaient le comportement politique autre que le vote, une fois que tous les autres facteurs étaient pris en considération.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4503.

L'étude intitulée «Les Canadiens et leurs activités politiques autres que le vote» est maintenant offerte dans le numéro de juin 2007 de *Tendances sociales canadiennes*, vol. 83 (11-008-XWF, gratuit), lequel est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Une version imprimée (11-008-XPF, 24 \$ / 39 \$) est également en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-5979 (sasd-dssea@statcan.ca), Division de la statistique sociale et autochtone. ■

Étude : Les filières d'orientation des élèves de 10^e année dans quatre provinces 2000

Le contexte social (plus expressément le niveau de scolarité des parents et le revenu familial) a joué un rôle important dans le choix de cours fait par les élèves du secondaire dans quatre provinces, selon une nouvelle étude.

Dans l'étude, on a cherché à savoir dans quelle mesure la «répartition en classes homogènes» des élèves de 10^e année se produisait en 2000 dans quatre provinces, à savoir l'Ontario, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. On a utilisé les données du cycle 1 de l'Enquête auprès des jeunes en transition.

La répartition des élèves du secondaire en classes homogènes ou groupes d'aptitudes selon des séquences différentes de cours fondamentaux est pratiquée au Canada et dans d'autres pays développés depuis des décennies. Elle a fait l'objet de débats vigoureux.

Plus expressément, on a constaté que le classement des élèves pour les cours de mathématiques, de sciences et d'anglais de 10^e année était étroitement lié au niveau de scolarité des parents et au revenu familial.

Les adolescents provenant de familles plus favorisées avaient plus tendance à opter pour les types de cours de mathématiques, de sciences et d'anglais donnant accès à toutes les options d'études secondaires, comparativement aux adolescents issus de familles dont ni l'un ni l'autre des parents n'avaient fait des études postsecondaires et dont le revenu était généralement inférieur.

L'étude révèle également que, malgré un effet moindre, les élèves appartenant à une minorité visible et les élèves immigrants, tout comme ceux dont le français ou l'anglais n'est pas la première langue, étaient légèrement plus susceptibles d'avoir accès à toutes les options d'études postsecondaires.

Ces résultats sont différents des études antérieures selon lesquelles certains groupes des minorités visibles et les élèves qui suivent des cours d'anglais langue seconde occupaient une place disproportionnée dans les cheminements qui limitent leurs options en matière d'études et de profession. Ils ont toutefois été comparés à des études plus récentes qui montrent que les jeunes immigrants appartenant à une minorité visible ont de l'ambition.

L'étude a permis de constater qu'il existe de fortes différences provinciales dans la répartition en classes homogènes. Par exemple, un élève de 10^e année en Saskatchewan est beaucoup plus susceptible de

disposer d'options universitaires qu'un élève de la Colombie-Britannique, de l'Ontario ou de l'Alberta.

Les partisans de la répartition en classes homogènes allèguent que les élèves ayant des capacités et des aptitudes différentes devraient avoir la possibilité de suivre des séquences de cours différentes lorsqu'ils sont à l'école secondaire.

Les élèves les plus portés aux études devraient avoir la possibilité de suivre les cours les plus avancés, ce qui les motiverait. Inversement, les élèves moins portés aux études devraient être encouragés à opter pour le niveau de cours qui répond le mieux à leurs besoins d'apprentissage et qui leur permettrait de se développer au maximum de leurs capacités.

Les opposants font valoir que les conséquences involontaires de cette pratique sont la concentration de jeunes provenant de milieux moins favorisés dans des cheminements de cours secondaires qui peuvent limiter leurs chances d'accéder à des programmes postsecondaires qui mènent à des carrières mieux rémunérées et mieux considérées.

L'article «Les filières d'orientation des élèves de 10^e année dans quatre provinces canadiennes en 2000», qui figure dans le numéro en ligne de *Questions d'éducation : Le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada*, vol. 4, n^o 2 (81-004-XIF, gratuit), est accessible à partir du module *Publications* de notre Web.

Le présent numéro de *Questions d'éducation : Le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada* contient aussi l'article intitulé «Un premier regard sur le cheminement de l'école secondaire au collège et à l'université selon la province». Dans cet article, on examine les différences dans les choix liés à l'éducation entre les garçons et les filles âgés de 15 à 19 ans dans diverses provinces, en tenant compte du revenu familial.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441. ■

Étude : Emploi maternel, allaitement et santé 1998 à 2003

La prolongation des congés de maternité accordés aux mères canadiennes a permis à un plus grand nombre d'entre elles d'atteindre les objectifs d'allaitement

recommandés par les organismes de santé publique, selon une nouvelle étude.

L'étude a examiné l'effet de la prolongation des congés de maternité sur la durée de l'absence du travail, l'allaitement ainsi que sur la santé des mères et de leurs enfants.

Les femmes qui ont accouché avant le 31 décembre 2000 avaient habituellement droit à un congé avec protection de l'emploi d'une durée de six mois. Celles qui ont donné naissance à un enfant après cette date bénéficient maintenant d'un congé d'un an dans la plupart des provinces.

L'étude a permis de découvrir que la prolongation des congés de maternité a permis à davantage de mères de retourner au travail plus tard après la naissance et de n'avoir recours qu'à l'allaitement pendant toute la période recommandée de six mois ou plus.

Elle a révélé que les mères admissibles étaient retournées au travail de trois mois à trois mois et demi plus tard après la modification de la politique, et que l'allaitement était prolongé en moyenne d'un mois.

La proportion de mères admissibles qui ont allaité exclusivement pendant au moins six mois, soit la durée recommandée par l'Organisation mondiale de la Santé et par Santé Canada, est passée de 20 % avant la réforme à 28 % après celle-ci.

Toutefois, l'étude a révélé que les femmes ne sont pas plus susceptibles de commencer à allaiter ou de tenter d'allaiter en raison de l'allongement des congés de maternité.

Cette prolongation a fait en sorte que les femmes allaitent plus longtemps, mais n'a pas influé sur leur décision de commencer à allaiter.

L'étude a également permis d'examiner si la durée accrue de l'allaitement se traduisait par une amélioration de la santé des nourrissons et des mères. Les données offertes actuellement limitent l'étude des avantages pour la santé aux enfants âgés de 0 à 24 mois.

L'étude n'a pas permis de trouver de preuves concluantes que l'allongement de l'allaitement résultait en des améliorations à court terme de la santé des mères ou des nourrissons.

Moins d'infections aux oreilles ont été constatées, mais les données indiquent que ce résultat était attribuable à une tendance à la baisse de ces infections plutôt qu'à la prolongation de l'allaitement. Aucune différence n'a été observée dans le poids des enfants à la suite de la durée accrue de l'allaitement.

Les données de l'étude sont tirées de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes

(ELNEJ) et de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes.

Nota : L'échantillon de l'ELNEJ comprenait tous les enfants nés entre 1998 et 2003 inclusivement, sauf trois cas : les enfants nés au Québec, ceux des familles monoparentales (environ 10 % des naissances) et ceux où les répondants étaient des pères plutôt que des mères.

L'étude *Maternal employment, breastfeeding and health: Evidence from maternity leave mandates* a été publiée, en anglais seulement, par le National Bureau of Economic Research, par Michael Baker, professeur et chaire RBC en politique publique et économique à l'Université de Toronto, et Kevin Milligan, professeur adjoint en économie à l'Université de la Colombie-Britannique.

L'étude a été réalisée dans les Centres de données de recherche de Statistique Canada. Elle est une initiative conjointe de Statistique Canada, du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, des Instituts de recherche en santé du Canada et d'un consortium d'universités.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3226 et 4450.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour obtenir un exemplaire de l'étude, communiquez avec Michael Baker au 416-978-4138, Université de Toronto. Les médias francophones sont priés de s'adresser à Denis Gonthier au 514-283-3282, Statistique Canada. ■

Stocks de viande de volaille congelée

1^{er} juin 2007 (données provisoires)

Les stocks de viande de volaille congelée au 1^{er} juin étaient de 61 454 tonnes métriques, en baisse de 11,5 % par rapport à l'année précédente.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0023 et 003-0024.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3425.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au 613-951-2553 (debbie.dupuis@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Production de pétrole brut et de gaz naturel

Avril 2007 (données provisoires)

Il est maintenant possible de consulter les données provinciales d'avril sur la production de pétrole brut et de gaz naturel marchand.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2198.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Section de marketing et diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Tendances sociales canadiennes, n° 83
Numéro au catalogue : 11-008-XWF
(gratuit).

Tendances sociales canadiennes, n° 83
Numéro au catalogue : 11-008-XPf (24 \$/39 \$).

L'Indice des prix à la consommation, mai 2007,
vol. 86, n° 5
Numéro au catalogue : 62-001-XWF
(gratuit).

L'Indice des prix à la consommation, mai 2007,
vol. 86, n° 5
Numéro au catalogue : 62-001-XPf (12 \$/111 \$).

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, vol. 73, n° 4
Numéro au catalogue : 67-002-XWF
(gratuit).

L'emploi et le revenu en perspective, vol. 19, n° 2
Numéro au catalogue : 75-001-XPf (20 \$/63 \$).

Questions d'éducation : le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada, vol. 4, n° 2
Numéro au catalogue : 81-004-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

catalogue 11-001-Xif (jeun 11-010-150-0304001)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Heure d'été décalée à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail et les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement à ce qui se passe ailleurs, remarquable.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.